



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/989
S/1996/499
28 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 140 de l'ordre du jour
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE
DROIT INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Lettre datée du 28 juin 1996, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document contenant des informations sur la résolution adoptée le 27 juin 1996 par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale ainsi que sur le rejet par cet organe de la proposition des États-Unis tendant à condamner Cuba (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de la cinquantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 140 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

ANNEXE

Déclaration sur le rejet par le Conseil de l'Organisation de
l'aviation civile internationale (OACI) de la proposition des
États-Unis tendant à condamner Cuba, publiée par Cuba à
New York, le 27 juin 1996

[Original : anglais et espagnol]

Dans l'après-midi du 27 juin, le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté une résolution qui, loin de condamner Cuba et de s'aligner sur les manoeuvres des États-Unis, est orientée vers l'avenir et réaffirme que les États-Unis ont l'obligation d'empêcher tous incidents découlant du mauvais usage ou de l'abus de l'aviation civile. Dans cette résolution, le Conseil réaffirme les principes de l'aviation civile internationale, la Convention de Chicago et les buts et principes de l'OACI. De l'avis quasi unanime des membres du Conseil, il s'agit d'un document équilibré et objectif.

La délégation cubaine a soutenu le projet de résolution présenté par le Président du Conseil de l'OACI étant donné que, comme toujours, la République de Cuba partage et réaffirme les principes du droit international, les principes, règles, normes et pratiques recommandées qui sont énoncés dans la Convention relative à l'aviation civile internationale, et notamment les règles régissant l'interception d'aéronefs et le principe reconnu régissant le non-usage d'armes contre des aéronefs civils en vol.

Cuba réaffirme le principe selon lequel les États contractants sont tenus de prendre les mesures voulues pour interdire l'utilisation délibérée de tout aéronef à toute fin incompatible avec les objectifs de la Convention susmentionnée, condamne le mauvais usage et l'abus de l'aviation civile et a été le premier pays à regretter la perte de vies humaines découlant de vols illégaux et les violations délibérées et répétées de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de Cuba par l'organisation terroriste appelée Frères sauveteurs et découlant aussi du non-respect par les États-Unis des obligations qu'ils ont contractées en tant qu'État d'immatriculation et territoire d'origine des vols en question.

Les États-Unis étaient les seuls à être d'avis que le texte adopté manquait d'équilibre. D'après les déclarations du Secrétaire américain aux transports, la résolution adoptée "s'écarte sensiblement du projet de résolution présenté par les États-Unis". La délégation des États-Unis s'est trouvée complètement isolée lorsqu'elle a cherché à faire pression sur les membres du Conseil de l'OACI et d'imposer, par la voie d'amendements, l'inclusion de mentions indirectes condamnant Cuba.

Cuba appuie la lettre et l'esprit du paragraphe 9 de la résolution adoptée par l'OACI, qui vient compléter l'alinéa j) de l'article 54 de la Convention de Chicago, demandant à tous les États contractants de signaler à tout moment au Conseil toute infraction aux règles susmentionnées figurant dans la Convention sur l'aviation civile internationale. C'est sur cette base que, en prenant la parole ce jour devant le Conseil, le Gouvernement cubain a suivi la procédure

/...

énoncée dans la résolution en rappelant la dénonciation présentée officiellement et en temps voulu au Président du Conseil de l'OACI ainsi qu'à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les violations futures de l'espace aérien et des eaux territoriales cubaines annoncées publiquement à Miami pour le 13 juillet 1996, et dont les autorités américaines ont reconnu avoir pleinement connaissance depuis le 6 juin dernier.

Cuba a de nouveau appelé l'attention sur les mesures incomplètes et insuffisantes que les États-Unis ont prises tardivement pour éviter et empêcher les violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Cuba, y compris les opérations illégales de l'organisation terroriste Frères sauveteurs. Cette organisation a même conservé l'appareil E 58 BB, qui porte toujours l'acronyme de l'armée de l'air des États-Unis.

Le Conseil de l'OACI, dans un geste qui l'honore, a simplement pris acte du rapport de l'équipe chargée de l'enquête.

Les États-Unis ont échoué dans leur tentative de manipuler le Conseil de l'OACI et de lui dicter sa conduite en recourant à des pressions politiques et en altérant les preuves.

Au lieu de procéder à une condamnation injuste tendant à justifier la politique d'agression que les États-Unis mènent contre Cuba, le renforcement du blocus économique, commercial et financier, et l'adoption de la loi dite "Helms-Burton", que la communauté internationale tout entière a rejetée, la justice et le droit ont prévalu et l'OACI a honoré son objectif qui est d'empêcher que pareils incidents se reproduisent.

Le Conseil de sécurité sera saisi d'une résolution réaffirmant et préservant les principes du droit international et les buts et objectifs de l'aviation civile internationale.
